

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2011 — 1442

[2011/202728]

12 MAI 2011. — Arrêté du Gouvernement wallon fixant le statut des commissaires d'arrondissement

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, l'article L2212-4, tel que modifié par le décret du 3 juillet 2008;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne, donné le 25 janvier 2011;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 9 novembre 2010;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 9 décembre 2010;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 9 décembre 2010;

Vu l'avis n° 49.417/4 du Conseil d'Etat, donné le 11 avril 2011 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Su la proposition du Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville et du Ministre de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

Titre I^{er}. — Champ d'application et définitions

Article 1^{er}. Le présent arrêté est applicable aux commissaires d'arrondissement dénommés ci-après "commissaire".

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1^o " Ministre ", le membre du Gouvernement qui a les Pouvoirs locaux dans ses attributions;

2^o " gouverneur ", le gouverneur de la province où le commissaire est nommé;

3^o " Code " : l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne.

Titre II. — De la nomination

Art. 3. Les candidats à la fonction de commissaire doivent réunir les conditions suivantes :

1^o être Belge;

2^o jouir des droits civils et politiques;

3^o satisfaire aux lois sur la milice;

4^o être d'une conduite répondant aux exigences de la fonction;

5^o être âgé de 30 ans au moins;

6^o être porteur d'un diplôme donnant accès aux emplois de niveau A dans le Code ou être lauréat d'un concours d'accession au niveau A organisé pour la Région;

7^o justifier d'une expérience en Belgique de cinq années dans des fonctions administratives ou scientifiques de niveau A.

Art. 4. Le Gouvernement déclare vacants les emplois de commissaire. La procédure d'attribution de l'emploi peut débiter un an avant la date de sa vacance certaine.

Art. 5. Dans le mois qui suit la déclaration de vacance de l'emploi, l'appel à candidatures est publié par voie d'avis au *Moniteur belge* et diffusé sur les sites Intranet et Internet des services du Gouvernement.

L'appel à candidatures comprend les conditions de nomination visées à l'article 3 et la procédure de candidature à suivre.

Les conditions de nomination doivent être réunies le jour de la date limite du dépôt des candidatures.

Art. 6. Les candidatures sont envoyées au Président de la commission de sélection par pli postal recommandé dans les trente jours qui suivent la publication de l'avis au *Moniteur belge*.

Sous peine d'irrecevabilité, les candidatures sont accompagnées :

1^o des pièces établissant que le candidat remplit les conditions fixées à l'article 3;

2^o d'une note circonstanciée dans laquelle le candidat expose les raisons pour lesquelles il estime être apte à exercer la fonction et dans laquelle il fait également valoir ses qualités en matière de gestion des services publics et dans les matières qui relèvent des compétences de la fonction sollicitée.

Art. 7. Il existe une commission de sélection composée comme suit :

1^o le gouverneur de la province concernée;

2^o le directeur général de la Direction générale transversale Personnel et Affaires générales du Service public de Wallonie;

3^o le directeur général de la Direction générale opérationnelle Pouvoirs locaux, Action sociale et Santé du Service public de Wallonie;

4^o un commissaire ou un commissaire d'arrondissement adjoint d'une autre province wallonne;

5^o un expert externe compétent dans les matières additionnelles fixées par le Gouvernement wallon.

Le Conseil des Ministres pourra, sur demande du Gouvernement wallon, désigner un fonctionnaire général fédéral pour faire partie de la commission de sélection.

Art. 8. La commission est présidée par le gouverneur. En cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, la commission de sélection est présidée par le gouverneur de province faisant fonction. Le président désigne le secrétaire de la commission parmi les membres de la Direction générale transversale Personnel et Affaires générales.

En cas d'absence ou d'empêchement, les fonctionnaires généraux sont remplacés par des fonctionnaires du grade immédiatement inférieur et dépendant de la même Direction générale.

Art. 9. Dans les quinze jours qui suivent l'expiration du délai d'introduction des candidatures, le président de la commission transmet une copie de toutes les candidatures à chaque membre et convoque la commission pour une réunion qui se tient dans les trente jours qui suivent la fin du même délai.

Art. 10. Après en avoir examiné la recevabilité, la commission compare les candidatures. La commission de sélection entend chaque candidat dans les trente jours qui suivent la première réunion.

L'audition porte notamment sur la connaissance des institutions locales, la connaissance de la fonction de commissaire d'arrondissement et de gouverneur ainsi que d'autres thématiques arrêtées par le Gouvernement wallon lors de la déclaration de vacance de l'emploi.

Art. 11. La commission établit une proposition de classement, par ordre de préférence, de cinq candidats au plus.

Art. 12. La proposition de classement est motivée.

Dans les 15 jours de la proposition motivée, le président la notifie, par lettre recommandée, à tous les candidats. Les candidats disposent d'un délai de 15 jours à compter de la date de la remise de l'envoi, pour faire valoir leurs observations ou introduire une réclamation auprès du président de la commission. La notification fait mention des voies de recours.

La commission statue sur la réclamation dans les deux mois de sa réception, après avoir entendu le réclamant si celui-ci en a exprimé le souhait. Le réclamant peut se faire assister de la personne de son choix.

La décision motivée de la commission sur les observations ou la réclamation est notifiée par lettre recommandée à celui qui a fait valoir ses observations ou qui a introduit une réclamation.

En cas de modification de la proposition de classement, la nouvelle proposition est motivée et notifiée par lettre recommandée à tous les candidats. Il y est fait mention des voies de recours.

La proposition de classement une fois devenue définitive est transmise au Ministre dans les 15 jours.

Si aucune réclamation n'a été introduite, le président transmet la proposition au Ministre dans les 15 jours de l'expiration du délai d'introduction des réclamations.

Art. 13. § 1^{er}. Le Ministre soumet la proposition définitive de classement au Gouvernement wallon. Si celui-ci déroge au classement, cette proposition doit être spécialement motivée au moment de la désignation du candidat.

§ 2. La décision du Gouvernement est transmise au Conseil des Ministres pour avis conforme visé à l'article 6, § 1^{er}, VIII, 1^o, alinéa 4, de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980.

§ 3. Dans les trente jours qui suivent la réception de l'avis conforme du Conseil des Ministres, le commissaire est nommé par le Gouvernement.

§ 4. A défaut d'avis conforme du Conseil des Ministres, un nouvel appel à candidature est lancé.

Titre III. — Des droits et des devoirs

Art. 14. Les dispositions de l'article 2 du Code relatives aux devoirs des agents sont applicables aux commissaires.

Art. 15. Les dispositions de l'article 3, § 1^{er}, 2, 3, 4, 5 et 7 du Code relatives aux droits des agents sont applicables aux commissaires.

Titre IV. — Des missions et de l'évaluation

CHAPITRE I^{er}. — Des missions

Art. 16. Le 31 mars au plus tard, le commissaire adresse au gouverneur, à l'attention du Gouvernement, le bilan de l'exercice de ses missions régionales durant l'année civile écoulée.

Art. 17. Pour exercer ses compétences et missions, le commissaire s'appuie sur le personnel mis à sa disposition par le gouverneur. Il peut s'agir d'agents régionaux, fédéraux ou provinciaux.

CHAPITRE II. — De l'évaluation

Art. 18. Le commissaire se voit attribuer tous les deux ans une évaluation favorable, réservée ou défavorable par le gouverneur. Elle lui est toutefois attribuée un an après qu'il se soit vu attribuer l'évaluation réservée ou défavorable.

Art. 19. L'évaluation détermine la façon dont le commissaire exerce ses fonctions.

Art. 20. L'évaluation est réalisée après un entretien entre le gouverneur et le commissaire en présence du directeur général de la Direction générale transversale Personnel et Affaires générales ou son délégué du rang A3 au moins.

Le gouverneur notifie sa proposition d'évaluation au commissaire par lettre recommandée dans les quinze jours de son adoption.

Art. 21. Dans les quinze jours de la notification de la proposition d'évaluation autre que favorable par le gouverneur, le commissaire peut introduire un recours devant la chambre de recours et selon la procédure visée à l'article 335 du Code.

Après avoir pris connaissance de l'avis de la chambre de recours, le gouverneur arrête l'évaluation définitive du commissaire et lui notifie sa décision par lettre recommandée.

Art. 22. Après deux évaluations défavorables successives définitivement attribuées, et sur proposition du gouverneur, le Ministre notifie la proposition de licenciement pour inaptitude professionnelle par lettre recommandée au commissaire et en avise le Conseil des Ministres.

Dans les quinze jours de cette notification, le commissaire peut introduire un recours devant la chambre de recours et selon la procédure visée à l'article 335 du Code.

Le Gouvernement décide du licenciement pour inaptitude professionnelle du commissaire après avoir pris connaissance de l'avis de la chambre de recours et de l'avis conforme du Conseil des Ministres.

Le gouverneur notifie le licenciement pour inaptitude professionnelle par lettre recommandée.

Titre V. — Des positions administratives et des congés

CHAPITRE I^{er}. — Des positions administratives

Art. 23. A l'exception de ce qui concerne le droit à l'avancement de traitement et la possibilité de faire valoir ses titres à la promotion, les dispositions des articles 208 à 215, et 217 du Code relatives aux positions administratives sont applicables aux commissaires.

Art. 24. A l'exception de ce qui concerne le droit à l'avancement de traitement et la possibilité de faire valoir ses titres à la promotion, les dispositions des articles 216, 1^o, et 428 à 431 du Code relatives à la disponibilité pour maladie ou infirmité n'entraînant pas l'inaptitude définitive au service sont applicables aux commissaires.

CHAPITRE II. — *Des congés**Section I^{re}. — Disposition commune aux divers types de congés*

Art. 25. Préalablement à la prise de tout congé de plus de cinq jours ouvrables, le commissaire sollicite l'autorisation du gouverneur et lui fait, en même temps, une proposition quant à son remplacement. A cette fin il peut proposer à la désignation du gouverneur, soit un autre commissaire d'arrondissement, soit un agent de niveau A parmi le personnel mis à disposition du gouverneur ou, le cas échéant, parmi le personnel de la Région non mis à sa disposition mais sous réserve, dans ce cas, de l'accord du directeur général dont cet agent dépend.

Section II. — Congé annuel de vacances et jours fériés

Art. 26. Les dispositions des articles 371 et 372 du Code relatives au congé annuel de vacances sont applicables aux commissaires.

Pour l'application de l'article 372, alinéa 3, par les mots " la Direction générale transversale Personnel et Affaires générales ", il faut entendre les mots " le gouverneur ".

Art. 27. § 1^{er}. Toute période d'activité de service donne droit au congé annuel de vacances.

Le congé annuel de vacances est toutefois réduit à due concurrence lorsque le commissaire entre en service dans le courant de l'année, démissionne de ses fonctions, a obtenu au cours de l'année l'un des congés ou a été absent pour l'une des causes suivantes :

1° le congé pour interruption de la carrière professionnelle pour soins palliatifs ou maladie grave;

2° les absences pendant lesquelles il est placé dans la position administrative de non-activité.

§ 2. Les dispositions des articles 373, § 1^{er}, alinéas 3 et 4, et §§ 2 à 4, du Code, relatives au congé annuel sont applicables aux commissaires.

Art. 28. Les dispositions de l'article 375, alinéas 1 à 3 et 5, du Code, sont applicables aux commissaires.

Section III. — Congés de circonstances

Art. 29. Les dispositions de l'article 376, alinéa 1^{er}, alinéa 2, 1° à 8°, et 10° à 12°, et alinéa 4, du Code relatives aux congés de circonstances sont applicables aux commissaires.

Section IV. — Congés exceptionnels

Art. 30. Les dispositions de l'article 379 du Code relatives aux congés exceptionnels sont applicables aux commissaires.

Pour l'application du paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4°, de l'article 379 susvisé, par " supérieur hiérarchique du rang A4 au moins ", il faut entendre le mot " gouverneur ".

Section V. — Congés à but philanthropique

Art. 31. Les dispositions des articles 381 à 383 du Code relatives aux congés à but philanthropique sont applicables aux commissaires.

Section VI. — Pauses d'allaitement - Protection de la maternité

Art. 32. Les dispositions des articles 384 à 395 du Code relatives à la protection de la maternité sont applicables aux commissaires.

Section VII. — Congé de paternité

Art. 33. Les dispositions des articles 396 et 397 du Code relatives au congé de paternité sont applicables aux commissaires.

Pour l'application de l'article 396 du Code, par " autorité dont il relève ", il faut entendre le mot " gouverneur ".

Section VIII. — Congé d'accueil en vue de l'adoption

Art. 34. Les dispositions des articles 398 et 399 du Code relatives au congé d'accueil en vue de l'adoption sont applicables aux commissaires.

Section IX. — Congé parental

Art. 35. Les dispositions de l'article 400, § 1^{er}, alinéas 1^{er} et 3 à 6, et 400bis du Code relatives au congé parental sont applicables aux commissaires.

Section X. — Congés pour motifs impérieux d'ordre familial

Art. 36. Les dispositions des articles 401, 402 et 404 du Code relatives aux congés pour motifs impérieux d'ordre familial sont applicables aux commissaires.

Section XI. — Congé de maladie

Art. 37. Les dispositions des articles 405, alinéas 1^{er} et 3, et 406 du Code relatives au congé de maladie sont applicables aux commissaires.

Pour l'application de l'article 406, § 1^{er}, le 1° doit être entendu comme suit :

1° a obtenu un congé pour interruption de la carrière professionnelle pour soins palliatifs ou maladie grave.

Art. 38. Le congé de maladie ne met pas fin aux régimes d'interruption de la carrière professionnelle pour soins palliatifs ou maladie grave.

Art. 39. Les dispositions des articles 408, 409, 410, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, et alinéa 2, et § 2, et 410bis à 413 du Code relatives au congé de maladie sont applicables aux commissaires.

Art. 40. Les dispositions des articles 414 à 418 du Code relatives aux prestations réduites pour maladie sont applicables aux commissaires.

Art. 41. Les dispositions de l'article 419 du Code relatives à la dispense de service pour examen de médecine préventive sont applicables aux commissaires.

Section XII. — Congé pour interruption de la carrière professionnelle pour soins palliatifs ou maladie grave

Art. 42. Les dispositions des articles 448 et 449 du Code relatives au congé pour interruption de la carrière professionnelle pour donner des soins palliatifs ou pour l'assistance ou l'octroi de soins pour maladie grave sont applicables aux commissaires.

Toutefois, le commissaire ne peut interrompre sa carrière que de manière complète.

Pour l'application des dispositions visées à l'alinéa 1^{er}, par les mots " l'autorité dont il relève ", il faut entendre les mots " le gouverneur ".

Art. 43. § 1^{er}. Les dispositions de l'article 450 du Code relatives au congé pour interruption de la carrière professionnelle sont applicables aux commissaires, à l'exception de la possibilité de faire valoir des titres à la promotion.

§ 2. Les dispositions de l'article 451 du Code relatives au congé pour interruption de la carrière professionnelle pour donner des soins palliatifs sont applicables aux commissaires.

Section XIII. — Congé pour mission, pour l'exercice d'une fonction dans un Cabinet ministériel, auprès d'un groupe politique reconnu d'une assemblée législative fédérale, régionale, communautaire ou auprès du président d'un de ces groupes ou pour mise à disposition du Roi ou d'un Prince ou d'une Princesse de Belgique

Art. 44. Le commissaire peut, moyennant l'avis du gouverneur, être autorisé par le Ministre à accepter une mission temporaire pour autant que les tâches qu'il accomplit dans le cadre de cette mission lui permettent de s'acquitter de ses fonctions de commissaire.

Titre VI. — Du régime disciplinaire

Art. 45. Le commissaire qui manque à ses devoirs ou qui a encouru une condamnation pénale est passible des sanctions suivantes :

- 1° le blâme;
- 2° la retenue de traitement;
- 3° la régression barémique telle que définie à l'article 169, alinéa 1^{er}, du Code de la Fonction publique wallonne;
- 4° la démission d'office;
- 5° la révocation.

Art. 46. La retenue de traitement ne peut être prononcée pour une période supérieure à trois mois. Elle ne peut dépasser un cinquième de la rémunération nette, telle que visée à l'article 23, alinéa 2, de la loi du 12 avril 1965 concernant la protection de la rémunération des travailleurs.

Art. 47. Les dispositions des articles 170, 171 et 172, § 3, du Code relatives au régime disciplinaire sont applicables aux commissaires.

Art. 48. Le Ministre peut ordonner au gouverneur d'entamer une action disciplinaire pour les faits qu'il précise et de faire une proposition de sanction disciplinaire.

Art. 49. Le gouverneur peut entamer une action disciplinaire et formuler une proposition de sanction disciplinaire à l'encontre du commissaire placé sous son autorité.

Art. 50. § 1^{er}. Le gouverneur convoque le commissaire qui est entendu en sa défense en présence d'un agent de rang A2 au moins de la Direction générale transversale du Personnel et des Affaires générales.

Si le gouverneur propose la démission d'office ou la révocation, le Ministre convoque le commissaire.

§ 2. Toute convocation est faite par lettre recommandée et comporte au moins les éléments suivants :

- 1° les faits imputés;
- 2° la peine disciplinaire proposée par le gouverneur;
- 3° le lieu, la date et l'heure de l'audition;
- 4° la mention du droit de l'intéressé de se faire assister par un conseiller ou de se faire représenter par lui en cas d'empêchement légitime;
- 5° le lieu où et le délai dans lequel le commissaire peut prendre connaissance du dossier disciplinaire et le droit de faire des photocopies gratuites.

Art. 51. Il est dressé procès-verbal de l'audition du commissaire. Le procès-verbal est dûment signé par le commissaire et par la personne ayant fait office de secrétaire lors de l'audition.

Toute personne participant à une audition est tenue au secret.

Art. 52. Le blâme ou la retenue de traitement sont infligés par le gouverneur.

La proposition de régression barémique, de démission d'office ou de révocation est établie par le gouverneur et notifiée au commissaire par lettre recommandée.

La notification fait mention des voies de recours.

Art. 53. Le commissaire entendu, si le Ministre souhaite proposer la peine disciplinaire de la démission d'office ou de la révocation, il avise le Conseil des Ministres et le commissaire de son intention dans les quinze jours. Le Gouvernement se prononce dans les trente jours à partir de la réception de l'avis conforme du Conseil des Ministres.

Art. 54. Le commissaire dispose d'un recours auprès de la chambre de recours des fonctionnaires généraux visée à l'article 335 du Code.

Art. 55. La régression barémique est infligée par le Gouvernement.

La démission d'office ou la révocation sont infligées par le Gouvernement sur avis conforme du Conseil des Ministres.

Art. 56. Les dispositions des articles 178 à 182 du Code relatives au régime disciplinaire sont applicables aux commissaires.

Art. 57. La radiation des sanctions disciplinaires est opérée d'office après un délai d'un an prenant cours à la date à laquelle la sanction a été infligée.

La radiation a pour seul effet de retirer du dossier toute mention ou référence à la sanction disciplinaire.

Art. 58. L'autorité disciplinaire ne peut entamer une nouvelle action disciplinaire pour des faits pour lesquels elle a déjà jugé le commissaire, sauf si des éléments neufs justifient la réouverture du dossier.

Art. 59. En cas de poursuites pénales, la procédure disciplinaire peut être poursuivie moyennant décision motivée du Ministre.

Le Gouvernement confirme, retire ou adapte la sanction disciplinaire dans les six mois à compter du jour où une décision est passée en force de chose jugée.

Titre VII. — De la perte de la qualité de commissaire et de la cessation des fonctions

Art. 60. Les dispositions des articles 228 et 229 du Code relatives à la perte d'office de la qualité d'agent sont applicables par analogie aux commissaires.

Pour l'application de l'article 229, 1^o, du Code, par les mots " à la Direction générale transversale Personnel et Affaires générales ", il faut entendre les mots " au gouverneur ".

Titre VIII. — Du statut pécuniaire

CHAPITRE I^{er}. — Du traitement

Art. 61. Pour l'application du présent chapitre, il y a lieu d'entendre par :

- 1^o " échelle A4 " : l'échelle de traitements A4 figurant à l'annexe XIII du Code;
- 2^o " échelle A4S " : l'échelle de traitements A4S figurant à l'annexe XIII du Code;
- 3^o " échelle A3 " : l'échelle de traitements A3 figurant à l'annexe XIII du Code.

Art. 62. Le traitement annuel du commissaire est fixé dans l'échelle A4.

Art. 63. Est promu par avancement d'échelle, le commissaire qui satisfait aux conditions suivantes :

1^o compter une ancienneté d'exercice de la fonction de huit ans pour la promotion à l'échelle A4S et de seize ans pour la promotion à l'échelle A3;

2^o justifier de l'évaluation favorable;

3^o ne pas être sous le coup d'une sanction disciplinaire définitive non radiée.

Art. 64. Les dispositions des articles 244, § 1^{er}, 245 et 246, § 1^{er}, du Code sont applicables aux commissaires.

Art. 65. Le traitement mensuel est lié aux fluctuations de l'indice des prix, conformément aux règles prescrites par la loi du 1^{er} mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses du secteur public. Le traitement est rattaché à l'indice pivot 138,01 du 1^{er} janvier 1990.

CHAPITRE II. — De l'ancienneté pécuniaire

Art. 66. Les dispositions des articles 238 à 242 du Code relatives à l'ancienneté pécuniaire sont applicables aux commissaires.

Art. 67. Les services admissibles pour le calcul de l'ancienneté pécuniaire sont fixés par le gouverneur à la demande du commissaire qui joint à sa demande tous éléments de preuve utiles.

Les services admis le sont à compter du premier jour du mois qui suit la demande.

CHAPITRE III. — Des allocations

Section I^{re}. — Pécule de vacances

Art. 68. Les dispositions des articles 261 à 263, 265, 266 et 267, § 1^{er}, et 269 à 272 du Code relatives au pécule de vacances sont applicables aux commissaires.

Section II. — Allocation de fin d'année

Art. 69. Les dispositions des articles 273, 274, 1^o, 4^o et 5^o, 275, 277 et 279 à 281 du Code relatives à l'allocation de fin d'année sont applicables aux commissaires.

CHAPITRE IV. — Des indemnités

Section I^{re}. — Indemnité de représentation

Art. 70. Le commissaire bénéficie d'une indemnité forfaitaire pour frais de représentation, d'un montant annuel de 1.200 euros.

Cette indemnité est payée mensuellement, en douzièmes et à terme échu, en même temps que le traitement. Elle est rattachée à l'indice pivot 138,01 du 1^{er} janvier 1990.

Section II. — Indemnités pour frais de parcours, de séjour et de déplacement sur le chemin du travail

Art. 71. § 1^{er}. Les dispositions des articles 519 à 538 du Code relatives aux frais de parcours sont applicables aux commissaires.

§ 2. Les dispositions des articles 539 à 545 du Code relatives aux frais de séjour sont applicables aux commissaires.

§ 3. Les dispositions des articles 546 à 559 du Code relatives aux frais de déplacement sur le chemin du travail sont applicables aux commissaires.

§ 4. Le Ministre de la Fonction publique règle les cas qui présentent une particularité propre à justifier une solution adaptée.

Section III. — Allocation d'intérim

Art. 72. § 1^{er}. Une allocation d'intérim est accordée à tout agent de niveau A au sens de l'article 5, alinéa 2, 1^o, du Code et qui exerce les fonctions de commissaire pendant un mois au moins.

§ 2. L'allocation est payée mensuellement et à terme échu. Lorsqu'elle est payée pour le mois entier, son montant est égal à 1/50^e du traitement annuel minimum brut afférent à la fonction exercée, sans qu'il puisse dépasser la différence entre le traitement mensuel brut dont l'intérimaire bénéficierait s'il était nommé dans cette fonction, et le traitement mensuel brut dont il bénéficie dans sa propre fonction.

Lorsque l'allocation n'est pas due pour le mois entier, elle est liquidée à raison de 1/30^e du montant mensuel par jour de prestation.

§ 3. L'allocation est majorée ou réduite dans la même mesure que le traitement du titulaire de la fonction assumée, par référence à l'indice santé.

Section IV. — Allocation de départ

Art. 73. Les dispositions de l'article 286 du Code relatives à l'octroi d'une allocation de départ sont applicables aux commissaires.

Section V. — Indemnité pour frais funéraires

Art. 74. Les dispositions relatives à l'octroi d'une indemnité pour frais funéraires en cas de décès d'un membre du personnel applicables aux agents des services du Gouvernement sont applicables aux commissaires.

Titre IX. — Dispositions abrogatoires, transitoires et finales

Art. 75. Sont abrogés :

- l'arrêté royal du 16 février 1937 relatif à l'âge de la mise à la retraite des gouverneurs de province et des commissaires d'arrondissement, pour ce qui concerne les dispositions relatives aux commissaires d'arrondissement;
- l'arrêté royal du 15 juin 1960 fixant l'allocation d'intérim pour l'exercice des fonctions de gouverneur de province, de greffier provincial et de commissaire d'arrondissement;
- l'arrêté royal du 20 juin 1983 et l'arrêté royal du 10 juin 2001 modifiant l'arrêté royal du 20 juin 1983 relatif à l'indemnité forfaitaire pour frais de représentation des commissaires d'arrondissement;
- l'arrêté royal du 7 août 1995 modifié par les arrêtés des 22 juillet 1999 et 20 mars 2000 relatifs aux commissaires d'arrondissement et aux commissaires d'arrondissement adjoints;
- l'arrêté ministériel du 9 juin 1998 octroyant une allocation forfaitaire au commissaire d'arrondissement adjoint compétent pour la région de langue allemande;
- l'arrêté royal du 3 mai 1999 fixant les échelles de traitement des grades particuliers et des fonctions spécifiques du Ministère de l'Intérieur, modifié par l'arrêté royal du 4 décembre 2001, pour ce qui concerne les dispositions relatives au commissaire d'arrondissement.

Art. 76. Pour les commissaires qui étaient en fonction au 12 décembre 1987, le calcul du traitement reste fixé dans l'échelle de traitements A3 avec maintien de l'ancienneté qui leur a été octroyée à leur nomination.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, il convient d'entendre par " échelle de traitements A3 ", l'échelle de traitements A3 figurant à l'annexe XIII du Code.

Les commissaires qui sont entrés en fonction après le 12 décembre 1987 et avant l'entrée en vigueur du présent arrêté sont réputés remplir la condition fixée par l'article 63, 2^o, à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 77. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit celui de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 78. Le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 12 mai 2011.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville,
P. FURLAN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2011 — 1442

[2011/202728]

12. MAI 2011 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung des Statuts der Bezirkskommissare

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Kodex für lokale Demokratie und Dezentralisierung, Artikels L2212-4, in seiner durch das Dekret vom 3. Juli 2008 abgeänderten Fassung;

Aufgrund des am 25. Januar 2011 abgegebenen Gutachtens des "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der wallonischen Region);

Aufgrund des am 9. November 2010 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 9. Dezember 2010 gegebenen Einverständnisses des Haushaltsministers;

Aufgrund des am 9. Dezember 2010 gegebenen Einverständnisses des Ministers für den öffentlichen Dienst;

Aufgrund des am 11. April 2011 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1^o der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 49.417/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers für lokale Behörden und Städte und des Ministers für den öffentlichen Dienst;

Nach Beratung,

Beschließt:

Titel I - Anwendungsbereich und Definitionen

Artikel 1 - Der vorliegende Erlass ist auf die Bezirkskommissare, nachstehend "Kommissar" genannt, anwendbar.

Art. 2 - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1^o "Minister": das Mitglied der Regierung, zu dessen Zuständigkeitsbereich die lokalen Behörden gehören;

2^o "Gouverneur": der Gouverneur der Provinz, wo der Kommissar ernannt wird;

3^o "Kodex": der Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes.

Titel II - Ernennung

Art. 3 - Die Bewerber für das Amt des Kommissars müssen folgende Bedingungen erfüllen:

1^o Belgier sein;

2^o im Besitz der zivilen und politischen Rechte sein;

3^o den Milizgesetzen genügen;

4^o einen mit den Anforderungen der Funktion übereinstimmenden Lebenswandel haben;

5^o mindestens 30 Jahre alt sein;

6° Inhaber eines Diploms sein, das den Zugang zu den Stellen der Stufe A im Kodex eröffnet, oder eine für die Region organisierte Prüfung im Wettbewerbsverfahren für den Zugang zur Stufe A bestanden haben;

7° eine fünfjährige Erfahrung in administrativen oder wissenschaftlichen Ämtern der Stufe A in Belgien haben.

Art. 4 - Die Regierung erklärt die Stellen als Kommissar für offen. Das Verfahren für die Zuweisung der Stelle kann ein Jahr vor dem Datum ihrer sicherer Vakanz anfangen.

Art. 5 - Innerhalb des Monats nach der Offenerklärung der Stelle wird der Aufruf an die Bewerber durch Bekanntmachung im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht, und auf den Intranet- und Internetseiten der Dienststellen der Regierung verbreitet.

In dem Bewerberaufruf werden die in Artikel 3 genannten Bedingungen für die Ernennung und das zu verfolgende Bewerbungsverfahren angegeben.

Die Bedingungen für die Ernennung müssen am letzten Tag für die Einreichung der Bewerbungen erfüllt sein.

Art. 6 - Die Bewerbungen werden binnen dreißig Tagen nach der Veröffentlichung der Bekanntmachung im *Belgischen Staatsblatt* per bei der Post aufgegebenes Einschreiben an den Vorsitzenden des Auswahlausschusses gerichtet.

Unter Gefahr der Unzulässigkeit müssen den Bewerbungen folgende Dokumente beigelegt werden:

1° Dokumente, die belegen, dass der Bewerber den in Artikel 3 genannten Bedingungen genügt;

2° eine ausführliche Mitteilung, in der der Bewerber die Gründe angibt, aus welchen er der Ansicht ist, dass er dazu fähig ist, das Amt auszuüben, und in der er ebenfalls seine Fähigkeiten im Bereich der Führung von öffentlichen Dienststellen und in den Angelegenheiten, die den Zuständigkeiten des beantragten Amtes entsprechen, gelten lässt.

Art. 7 - Es gibt einen Auswahlausschuss, der sich aus folgenden Personen zusammensetzt:

1° dem Gouverneur der betreffenden Provinz;

2° dem Generaldirektor der ressortübergreifenden Generaldirektion Personal und Allgemeine Angelegenheiten des Öffentlichen Dienstes der Wallonie;

3° dem Generaldirektor der operativen Generaldirektion lokale Behörden, soziale Maßnahmen und Gesundheit des Öffentlichen Dienstes der Wallonie;

4° einem Bezirkskommissar oder einem beigeordneten Bezirkskommissar einer anderen wallonischen Provinz;

5° einem externen Sachverständigen, der für die von der Wallonischen Regierung bestimmten zusätzlichen Bereiche zuständig ist.

Der Ministerrat wird auf Antrag der Wallonischen Regierung einen föderalen Generalbeamten benennen können, der dem Auswahlausschuss angehört.

Art. 8 - Der Gouverneur führt den Vorsitz im Ausschuss. Ist er abwesend oder verhindert, so führt der diensttuende Provinzgouverneur den Vorsitz im Auswahlausschuss. Der Vorsitzende benennt den Sekretär des Ausschusses unter den Mitgliedern der ressortübergreifenden Generaldirektion Personal und allgemeine Angelegenheiten.

Sind die Generalbeamten abwesend oder verhindert, so werden sie durch die Beamten des unmittelbar unten ihnen liegenden Dienstgrads derselben Generaldirektion ersetzt.

Art. 9 - Binnen fünfzehn Tagen nach dem Ablauf der Frist für das Einreichen der Bewerbungen übermittelt der Vorsitzende des Ausschusses jedem Mitglied eine Kopie aller Bewerbungen und beruft den Ausschuss zu einer Versammlung ein, die binnen dreißig Tagen nach dem Ablauf derselben Frist stattfindet.

Art. 10 - Nachdem der Ausschuss die Zulässigkeit der Bewerbungen untersucht hat, vergleicht er sie miteinander. Der Auswahlausschuss hört alle Bewerber binnen dreißig Tagen nach der ersten Versammlung an.

Die Anhörung betrifft insbesondere die Kenntnis der lokalen Institutionen, des Amtes des Bezirkskommissars und des Gouverneurs sowie andere Themen, die die Wallonische Regierung bei der Offenerklärung der Stelle bestimmt.

Art. 11 - Der Ausschuss erarbeitet einen Vorschlag zur Einstufung von höchstens fünf Bewerbern in der Vorzugsreihenfolge.

Art. 12 - Der Einstufungsvorschlag wird mit Gründen versehen.

Binnen 15 Tagen nach dem begründeten Vorschlag wird dieser vom Vorsitzenden allen Bewerbern per Einschreiben zugestellt. Die Bewerber verfügen über eine Frist von 15 Tagen ab dem Datum dieser Zustellung um ihre Bemerkungen zu lassen oder eine Beschwerde beim Vorsitzenden des Ausschusses einzureichen. Die Einspruchsmöglichkeiten werden in dem zugestellten Einschreiben angegeben.

Der Ausschuss befindet über die Beschwerde innerhalb zwei Monaten ab deren Eingang, nachdem er den Beschwerdeführer angehört hat, wenn dieser dies gewünscht hat. Der Beschwerdeführer ist berechtigt, sich dabei von einer Person seiner Wahl beistehen zu lassen.

Der begründete Beschluss des Ausschusses über die Bemerkungen oder die Beschwerde wird demjenigen, der seine Bemerkungen geltend gemacht oder eine Beschwerde eingereicht hat per Einschreibebrief zugestellt.

Wird der Einstufungsvorschlag abgeändert, so wird der neue Vorschlag mit Gründen versehen und allen Bewerbern per Einschreiben zugestellt. Die Einspruchsmöglichkeiten werden darin angegeben.

Der endgültig gewordene Einstufungsvorschlag wird binnen 15 Tagen dem Minister übermittelt.

Wenn keine Beschwerde eingereicht wurde, übermittelt der Vorsitzende den Vorschlag dem Minister binnen 15 Tagen nach dem Ablauf der Frist für das Einreichen der Beschwerden.

Art. 13 - § 1. Der Minister unterbreitet den endgültigen Einstufungsvorschlag der Wallonischen Regierung. Wenn Letztere von der Einstufung abweicht, muss dieser Vorschlag bei der Benennung des Kandidaten besonders begründet werden.

§ 2. Der Beschluss der Regierung wird zwecks der gleich lautenden Stellungnahme nach Artikel 6, § 1, VIII, 1° Absatz 4 des Sondergesetzes zur Reform der Institutionen vom 8. August 1980 dem Ministerrat übermittelt.

§ 3. Die Regierung ernennt den Kommissar binnen dreißig Tagen nach dem Eingang der gleich lautenden Stellungnahme des Ministerrats.

§ 4. Liegt keine gleich lautende Stellungnahme des Ministerrates vor, so wird ein neuer Bewerberaufruf erlassen.

Titel III — Rechte und Pflichten

Art. 14 - Die Bestimmungen von Artikel 2 des Kodex in Bezug auf die Pflichten der Bediensteten sind auf die Kommissare anwendbar.

Art. 15 - Die Bestimmungen von Artikel 3, §§ 1, 2, 3, 4, 5 und 7 des Kodex in Bezug auf die Rechte der Bediensteten sind auf die Kommissare anwendbar.

Titel IV — Aufgaben und Bewertung

KAPITEL I — Aufgaben

Art. 16 - Der Kommissar richtet spätestens am 31. März an den Gouverneur, zu Händen der Regierung, die Bilanz über die Ausübung seiner regionalen Aufgaben während des abgelaufenen Kalenderjahres.

Art. 17 - Bei der Ausübung seiner Zuständigkeiten und Aufgaben wird der Kommissar von dem durch den Gouverneur zur Verfügung gestellten Personal unterstützt. Es kann sich um regionale, föderale oder provinzielle Bedienstete handeln.

KAPITEL II — Bewertung

Art. 18 - Der Gouverneur erteilt dem Kommissar alle zwei Jahre eine günstige, bedingte oder ungünstige Bewertung. Nachdem der Kommissar eine bedingte oder ungünstige Bewertung erhalten hat, findet die neue Bewertung jedoch nach einem Jahr statt.

Art. 19 - Die Bewertung bestimmt die Art und Weise, wie der Kommissar sein Amt ausübt.

Art. 20 - Die Bewertung wird anschließend an ein Gespräch zwischen dem Gouverneur und dem Kommissar in Anwesenheit des Generaldirektors der ressortübergreifenden Generaldirektion Personal und Allgemeine Angelegenheiten des oder seines Bevollmächtigten des Dienststranges A3 mindestens vorgenommen.

Der Gouverneur stellt dem Kommissar seinen Bewertungsvorschlag binnen fünfzehn Tagen nach seiner Verabschiedung per Einschreiben zu.

Art. 21 - Binnen fünfzehn Tagen nach der Zustellung durch den Gouverneur des anders als günstig lautenden Bewertungsvorschlags kann der Kommissar bei der Beschwerdekammer Einspruch einlegen nach dem in Artikel 335 des Kodex angeführten Verfahren.

Nachdem der Gouverneur das Gutachten der Beschwerdekammer zur Kenntnis genommen hat, bestimmt er die endgültige Bewertung des Kommissars und stellt ihm seinen Beschluss per Einschreiben zu.

Art. 22 - Nach zwei endgültig erteilten aufeinander folgenden ungünstigen Bewertungen stellt der Minister auf Vorschlag des Gouverneurs dem Kommissar den Kündigungsvorschlag wegen Berufsuntauglichkeit per Einschreiben zu, und benachrichtigt den Ministerrat.

Binnen fünfzehn Tagen nach dieser Mitteilung kann der Kommissar nach dem in Artikel 335 des Kodex genannten Verfahren einen Einspruch bei der Berufungskammer einlegen.

Nachdem die Regierung das Gutachten der Berufungskammer und die gleich lautende Stellungnahme des Ministerrats zur Kenntnis genommen hat, beschließt sie die Kündigung des Kommissars wegen Berufsuntauglichkeit.

Der Gouverneur teilt die Kündigung wegen Berufsuntauglichkeit per bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief mit.

Titel V — Administrative Stände und Urlaube

KAPITEL I — Administrative Stände

Art. 23 - Die Bestimmungen der Artikel 208 bis 215, und 217 des Kodex über die administrativen Stände sind auf die Kommissare anwendbar, mit Ausnahme desjenigen, was das Anrecht auf Aufsteigen im Gehalt und die Möglichkeit, seine Ansprüche auf Beförderung gelten zu lassen, betrifft.

Art. 24 - Die Bestimmungen der Artikel 216, 1^o, und 428 bis 431 des Kodex über die Zurdispositionstellung wegen Krankheit oder Gebrechlichkeit, die keine endgültige Dienstunfähigkeit zur Folge hat, sind auf die Kommissare anwendbar, mit Ausnahme desjenigen, was das Anrecht auf Aufsteigen im Gehalt und die Möglichkeit, seine Ansprüche auf Beförderung gelten zu lassen, betrifft.

KAPITEL II. — Urlaube

Abschnitt I — Auf alle Urlaubsarten anwendbare gemeinsame Bestimmung

Art. 25 - Bevor er einen Urlaub nimmt, der sich über mehr als fünf Werktage erstreckt, beantragt der Kommissar die Erlaubnis des Gouverneurs, und teilt im gleichzeitig einen Vorschlag darüber mit, wie er ersetzt wird. Zu diesem Zweck kann er dem Gouverneur vorschlagen, entweder einen anderen Bezirkskommissar oder einen Bediensteten der Dienststufe A unter dem Personal, das dem Gouverneur zur Verfügung gestellt wird, oder ggf. unter dem Personal der Region, das nicht zu seiner Verfügung gestellt wird, zu bestimmen; in letzterem Fall ist die Zustimmung des Generaldirektors, von dem dieser Bedienstete abhängt, erforderlich.

Abschnitt II — Jahresurlaub und Feiertage

Art. 26 - Die Bestimmungen der Artikel 371 und 372 des Kodex über den Jahresurlaub sind auf die Kommissare anwendbar.

Zwecks der Anwendung von Artikel 372, Absatz 3, ist unter der Wortfolge "die ressortübergreifende Generaldirektion Personal und Allgemeine Angelegenheiten" "der Gouverneur" zu verstehen.

Art. 27 - § 1. Jede Diensttätigkeitsperiode gibt Anspruch auf den Jahresurlaub.

Der Jahresurlaub wird jedoch entsprechend verringert, wenn der Kommissar im Laufe des Jahres sein Amt antritt, von seinem Amt zurücktritt, im Laufe des Jahres eine der folgenden Beurlaubungen erhalten hat oder aus einem der folgenden Gründe abwesend war:

1^o Urlaub wegen Unterbrechung der beruflichen Laufbahn wegen Palliativpflege oder schwerer Krankheit;

2^o Abwesenheiten, im Laufe deren er in den administrativen Stand der Nichtaktivität versetzt wird.

§ 2 - Die Bestimmungen der Artikel 373, § 1, Absätze 3 und 4, und § 2 bis § 4 des Kodex über den Jahresurlaub sind auf die Kommissare anwendbar.

Art. 28 - Die Bestimmungen von Artikel 375, Absätze 1 bis 3 und 5 des Kodex, sind auf die Kommissare anwendbar.

Abschnitt III — Umstandsbedingte Urlaubstage

Art. 29 - Die Bestimmungen von Artikel 376, Absatz 1, Absatz 2, 1° bis 8°, und 10° bis 12°, und Absatz 4 des Kodex über die umstandsbedingten Urlaubstage sind auf die Kommissare anwendbar.

Abschnitt IV — Außergewöhnliche Urlaubstage

Art. 30 - Die Bestimmungen von Artikel 379 des Kodex in Bezug auf die außergewöhnlichen Urlaubstage sind auf die Kommissare anwendbar.

Zwecks der Anwendung von Artikel 379, § 1, Absatz 1, 4°, versteht man unter "hierarchischen Vorgesetzten, der mindestens den Rang A4 hat," den "Gouverneur".

Abschnitt V — Urlaubstage zu einem philanthropischen Zweck

Art. 31 - Die Bestimmungen der Artikel 381 bis 383 des Kodex über die Urlaubstage zu einem philanthropischen Zweck sind auf die Kommissare anwendbar.

Abschnitt VI - Stillpausen - Schutz der Mutterschaft

Art. 32 - Die Bestimmungen der Artikel 384 bis 395 des Kodex über den Schutz der Mutterschaft sind auf die Kommissare anwendbar.

Abschnitt VII — Vaterschaftsurlaub

Art. 33 - Die Bestimmungen der Artikel 396 und 397 des Kodex über den Vaterschaftsurlaub sind auf die Kommissare anwendbar.

Zwecks der Anwendung von Artikel 396 des Kodex versteht man unter "die Behörde, von der er abhängt" die Wortfolge "den Gouverneur".

Abschnitt VIII — Aufnahmeurlaub im Hinblick auf die Adoption

Art. 34 - Die Bestimmungen der Artikel 398 und 399 des Kodex über den Aufnahmeurlaub im Hinblick auf die Adoption sind auf die Kommissare anwendbar.

Abschnitt IX — Elternurlaub

Art. 35 - Die Bestimmungen der Artikel 400, § 1, Absätze 1 und 3 bis 6, und 400bis des Kodex über den Elternurlaub sind auf die Kommissare anwendbar.

Abschnitt X — Urlaub aus zwingenden familiären Gründen

Art. 36 - Die Bestimmungen der Artikel 401, 402 und 404 des Kodex über den Urlaub aus zwingenden familiären Gründen sind auf die Kommissare anwendbar.

Abschnitt XI — Krankheitsurlaub

Art. 37 - Die Bestimmungen der Artikel 405, Absätze 1 und 3, und 406 des Kodex über den Krankheitsurlaub sind auf die Kommissare anwendbar.

Zwecks der Anwendung von Artikel 406, § 1, ist die Nr. 1° wie folgt zu verstehen:

1° hat einen Urlaub wegen Unterbrechung der beruflichen Laufbahn wegen Palliativpflege oder schwerer Krankheit erhalten.

Art. 38 - Der Krankheitsurlaub beendet nicht die Regelungen in Zusammenhang mit der Unterbrechung der beruflichen Laufbahn wegen Palliativpflege oder schwerer Krankheit.

Art. 39 - Die Bestimmungen der Artikel 408, 409, 410, § 1, Absatz 1, 1° und Absatz 2, und § 2, und 410bis bis 413 des Kodex über den Krankheitsurlaub sind auf die Kommissare anwendbar.

Art. 40 - Die Bestimmungen der Artikel 414 bis 418 des Kodex über die verkürzten Leistungen wegen Krankheit sind auf die Kommissare anwendbar.

Art. 41 - Die Bestimmungen von Artikel 419 des Kodex über die Dienstbefreiung für die ärztliche Vorsorgeuntersuchung sind auf die Kommissare anwendbar.

Abschnitt XII — Urlaub wegen Unterbrechung der beruflichen Laufbahn wegen Palliativpflege oder schwerer Krankheit

Art. 42 - Die Bestimmungen der Artikel 448 und 449 des Kodex über den Urlaub wegen Unterbrechung der beruflichen Laufbahn wegen Palliativpflege oder schwerer Krankheit oder zur Unterstützung oder Pflege wegen schwerer Krankheit sind auf die Kommissare anwendbar.

Der Kommissar kann seine Laufbahn jedoch nur vollzeitig unterbrechen.

Zwecks der Anwendung der Bestimmungen nach Absatz 1 ist unter der Wortfolge "die Behörde, von der er abhängt" "den Gouverneur" zu verstehen.

Art. 43 - § 1. Die Bestimmungen von Artikel 450 des Kodex über den Urlaub wegen Unterbrechung der beruflichen Laufbahn sind auf die Kommissare anwendbar, mit Ausnahme der Möglichkeit Beförderungsansprüche gelten zu lassen.

§ 2. Die Bestimmungen von Artikel 451 des Kodex über den Urlaub wegen Unterbrechung der beruflichen Laufbahn, um Palliativpflege zu leisten, sind auf die Kommissare anwendbar.

Abschnitt XIII — Urlaub zur Ausführung eines Dienstauftrags, um eine Tätigkeit in einem ministeriellen Kabinett, in einer durch eine föderale, gemeinschaftliche oder regionale gesetzgebende Versammlung anerkannten politischen Fraktion oder bei dem Vorsitzenden einer dieser Fraktionen auszuüben oder wegen der Zurverfügungstellung an den König, einen Prinzen oder eine Prinzessin von Belgien

Art. 44 - Der Kommissar kann vorbehaltlich des Gutachtens des Gouverneurs vom Minister dazu erlaubt werden, einen zeitweiligen Dienstauftrag anzunehmen, insofern die Aufgaben, die er im Rahmen dieses Auftrags erfüllt, es ihm ermöglichen, sein Amt als Kommissar wahrzunehmen.

Titel VI — Die Disziplinarordnung

Art. 45 - Der Kommissar, der seinen Pflichten nicht nachkommt oder strafrechtlich verurteilt worden ist, unterliegt folgenden Strafen:

- 1° Verweis;
- 2° Gehaltskürzung;
- 3° Zurückstufung in der Gehaltstabelle nach Artikel 169, Abs. 1, des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes;
- 4° Entlassung von Amts wegen;
- 5° Abberufung.

Art. 46 - Die Gehaltskürzung darf nicht für einen Zeitraum von mehr als drei Monaten verkündet werden. Sie darf sich nicht auf mehr als ein Fünftel der Nettoentlohnung im Sinne von Artikel 23, Absatz 2 des Gesetzes vom 12. April 1965 über den Schutz der Entlohnung der Arbeitnehmer belaufen.

Art. 47 - Die Bestimmungen der Artikel 170, 171 und 172, § 3 des Kodex über die Disziplinarordnung sind auf die Kommissare anwendbar.

Art. 48 - Der Minister kann den Gouverneur anweisen, ein Disziplinarverfahren aufgrund von Handlungen, die er erläutert, einzuleiten und eine Disziplinarstrafe vorzuschlagen.

Art. 49 - Der Gouverneur kann ein Disziplinarverfahren einleiten und eine Disziplinarstrafe entgegen dem ihm unterstehenden Kommissar vorschlagen.

Art. 50 - § 1. Der Gouverneur lädt den Kommissar vor, der zwecks seiner Verteidigung im Beisein eines Bediensteten des Dienstranges A2 mindestens der ressortübergreifenden Generaldirektion Personal und Allgemeine Angelegenheiten angehört wird.

Wenn der Gouverneur die Entlassung von Amts wegen oder die Abberufung vorschlägt, lädt der Minister den Kommissar vor.

§ 2. Die Vorladungen erfolgen per Einschreiben und beinhalten mindestens folgende Elemente:

- 1° die zur Last gelegten Taten;
- 2° die vom Gouverneur vorgeschlagene Disziplinarstrafe;
- 3° den Ort, Tag und die Uhrzeit der Anhörung;
- 4° den Hinweis darauf, dass der Kommissar sich von einem Berater beistehen lassen kann, oder sich im Falle einer gerechtfertigten Verhinderung vertreten lassen kann;
- 5° den Ort, wo, und die Frist, innerhalb deren der Kommissar von der Disziplinarakte Kenntnis nehmen und kostenlose Photokopien machen kann.

Art. 51 - Es wird ein Protokoll über die Anhörung des Kommissars aufgestellt. Das Protokoll wird vom Kommissar und von der Person, die während der Anhörung als Sekretär tätig war, ordnungsgemäß unterzeichnet.

Jede Person, die bei der Anhörung zugegen ist, ist an die Schweigepflicht gebunden.

Art. 52 - Der Verweis oder die Gehaltskürzung werden durch den Gouverneur verhängt.

Der Vorschlag zur Zurückstufung in der Gehaltstabelle, zur Entlassung von Amts wegen oder zur Abberufung wird vom Gouverneur aufgestellt und dem Kommissar per Einschreiben zugestellt.

Die Einspruchsmöglichkeiten werden in dem zugestellten Einschreiben angegeben.

Art. 53 - Wenn der Minister, nachdem der Kommissar angehört wurde, die Entlassung von Amts wegen oder die Abberufung als Disziplinarstrafe verhängen möchte, benachrichtigt er den Ministerrat und den Kommissar über seine Absicht binnen fünfzehn Tagen. Die Regierung befindet binnen dreißig Tagen nach dem Eingang der gleich lautenden Stellungnahme des Ministerrats.

Art. 54 - Der Kommissar kann bei der in Art. 335 des Kodex genannten Beschwerdekammer für die Generalbeamten Einspruch einlegen.

Art. 55 - Die Zurückstufung in der Gehaltstabelle wird von der Regierung verhängt.

Die Entlassung von Amts wegen oder die Abberufung werden von der Regierung nach gleich lautender Stellung des Ministerrats verhängt.

Art. 56 - Die Bestimmungen der Artikel 178 bis 182 des Kodex über die Disziplinarordnung sind auf die Kommissare anwendbar.

Art. 57 - Die Streichung der Disziplinarstrafen erfolgt von Amts wegen nach einer Frist von einem Jahr, die ab dem Datum der Verhängung der Strafe läuft.

Die Streichung bewirkt lediglich, dass jede Erwähnung der Disziplinarstrafe bzw. jeder Verweis darauf aus der Akte entfernt wird.

Art. 58 - Die Disziplinarbehörde kann kein neues Disziplinarverfahren vornehmen für Taten, für die sie den Kommissar bereits abgeurteilt hat, außer wenn neue Elemente eine Wiedereröffnung der Akte rechtfertigen.

Art. 59 - Bei Strafverfolgungen kann das Disziplinarverfahren weiter geführt werden, wenn der Minister einen entsprechenden mit Gründen versehenen Beschluss fasst.

Die Disziplinarstrafe wird binnen sechs Monaten ab dem Tag, an dem eine Entscheidung rechtskräftig wird, von der Regierung bestätigt, zurückgezogen oder angepasst.

Titel VII — Verlust der Eigenschaft als Kommissar und Ausscheiden aus dem Amt

Art. 60 - Die Bestimmungen der Artikel 228 und 229 des Kodex über den Verlust von Amts wegen der Eigenschaft als Bediensteter sind sinngemäß auf die Kommissare anwendbar.

Zwecks der Anwendung von Artikel 229, 1° des Kodex ist unter der Wortfolge "ressortübergreifende, Generaldirektion Personal und Allgemeine Angelegenheiten" der "Gouverneur" zu verstehen.

Titel VIII - BesoldungsstatutKAPITEL I — *Gehalt*

Art. 61 - Zwecks der Anwendung des vorliegenden Kapitels gelten folgende Definitionen:

1° "Tabelle A4": die Gehaltstabelle A4 nach der Anlage XIII des Kodex;

2° "Tabelle A4S": die Gehaltstabelle A4S nach der Anlage XIII des Kodex;

3° "Tabelle A3": die Gehaltstabelle A3 nach der Anlage XIII des Kodex.

Art. 62 - Das Jahresgehalt des Kommissars wird in der Gehaltstabelle A4 festgelegt.

Art. 63 - Der Kommissar, der folgenden Bedingungen genügt, kann durch Aufsteigen in der Gehaltstabelle befördert werden:

1° ein Amtsalter von acht Jahren haben für die Beförderung in die Gehaltstabelle A4S, und ein Amtsalter von sechzehn Jahren haben für die Beförderung in die Gehaltstabelle A3;

2° den Nachweis einer günstigen Bewertung erbringen;

3° nicht unter der Wirkung einer endgültigen und nicht gelöschten Disziplinarstrafe sein.

Art. 64 - Die Bestimmungen der Artikel 244 § 1, 245 und 246 § 1 des Kodex, sind auf die Kommissare anwendbar.

Art. 65 - Das Monatsgehalt ist an die Schwankungen des Verbraucherpreisindex gebunden gemäß den durch das Gesetz vom 1. März 1977 zur Einführung einer Regelung zur Kopplung gewisser Ausgaben im öffentlichen Sektor an den Verbraucherpreisindex des Königreiches vorgeschriebenen Regeln. Das Gehalt ist an den Schwellenindex 138,01 vom 1. Januar 1990 gebunden.

KAPITEL II — *Besoldungsdienstalter*

Art. 66 - Die Bestimmungen der Artikel 238 bis 242 des Kodex über das Besoldungsdienstalter sind auf die Kommissare anwendbar.

Art. 67 - Die für die Berechnung des Besoldungsdienstalters zulässigen Dienste werden vom Gouverneur auf Antrag des Kommissars bestimmt; Letzterer fügt seinem Antrag alle nützlichen Belege bei.

Die zugelassenen Dienste werden ab dem ersten Tag des Monats, der auf den Antrag folgt, berücksichtigt.

KAPITEL III — *Zulagen**Abschnitt I — Urlaubsgeld*

Art. 68 - Die Bestimmungen der Artikel 261 bis 263, 265, 266 und 267 § 1, und 269 bis 272 des Kodex über das Urlaubsgeld sind auf die Kommissare anwendbar.

Abschnitt II — Jahresendzulage

Art. 69 - Die Bestimmungen der Artikel 273, 274, 1°, 4° und 5°, 275, 277 und 279 bis 281 des Kodex über die Jahresendzulage sind auf die Kommissare anwendbar.

KAPITEL IV — *Entschädigungen**Abschnitt I — Aufwandsvergütung*

Art. 70 - Dem Kommissar wird eine Pauschalvergütung für Aufwandskosten in Höhe von jährlich 1200 Euro gewährt.

Diese Vergütung wird in monatlichen Zwölfteilen nachträglich zusammen mit dem Gehalt ausgezahlt. Sie wird an den Schwellenindex 138,01 vom 1. Januar 1990 gebunden.

Abschnitt II — Entschädigungen für Dienstfahrt- und Aufenthaltskosten sowie für Fahrtkosten auf dem Weg zur Arbeit

Art. 71 - § 1. Die Bestimmungen der Artikel 519 bis 538 des Kodex über die Fahrtkosten sind auf die Kommissare anwendbar.

§ 2. Die Bestimmungen der Artikel 539 bis 545 des Kodex über die Aufenthaltskosten sind auf die Kommissare anwendbar.

§ 3. Die Bestimmungen der Artikel 546 bis 559 des Kodex über die Fahrtkosten auf dem Weg zur Arbeit sind auf die Kommissare anwendbar.

§ 4. Der Minister für den öffentlichen Dienst regelt die Fälle, die eine Besonderheit aufweisen, die eine angemessene Lösung begründen kann.

Abschnitt III — Vertretungszulage

Art. 72 - § 1. Eine Vertretungszulage wird allen Bediensteten der Stufe A im Sinne des Artikels 5, Absatz 2, 1° des Kodex, die das Amt des Kommissars während mindestens eines Monats ausüben, gewährt.

§ 2. Sie wird monatlich nachträglich gezahlt. Wenn sie für den ganzen Monat bezahlt wird, entspricht ihr Betrag 1/50tel des minimalen Bruttogehalts für das ausgeübte Amt, ohne dass er über dem Unterschied zwischen dem Bruttomonatsgehalt, das der Vertreter erhalten würde, wenn er für dieses Amt ernannt wäre, und dem Bruttomonatsgehalt, das er für sein eigenes Amt erhält, liegen kann.

Wenn die Zulage nicht für den ganzen Monat geschuldet ist, wird sie in Höhe von 1/30tel des Monatsgehalts pro geleisteten Tag gezahlt.

§ 3. In Bezug auf den Gesundheitsindex wird die Zulage in demselben Maße wie das Gehalt des Inhabers des vertretenen Amtes erhöht oder gekürzt.

Abschnitt IV — Abgangszuwendung

Art. 73 - Die Bestimmungen von Artikel 286 des Kodex in Bezug auf die Abgangszuwendung sind auf die Kommissare anwendbar.

Abschnitt V — Entschädigung für Bestattungskosten

Art. 74 - Die Bestimmungen über die Gewährung einer Entschädigung für Bestattungskosten beim Ableben eines Personalmitglieds, die auf die Bediensteten der Dienststellen der Regierung anwendbar sind, sind auf die Kommissare anwendbar.

Titel IX — Aufhebungs-, Übergangs- und Schlussbestimmungen

Art. 75 - Die folgenden Bestimmungen werden aufgehoben:

- der Königliche Erlass vom 16. Februar 1937 über das Alter der Versetzung in den Ruhestand der Provinzgouverneure und Bezirkskommissare was die auf die Bezirkskommissare anwendbaren Bestimmungen betrifft;
- der Königliche Erlass vom 15. Juni 1960 zur Festlegung der Vertretungszulage für die Ausübung des Amtes des Provinzgouverneurs, des Provinzgreffiers und des Bezirkskommissars;
- der Königliche Erlass vom 20. Juni 1983 und der Königliche Erlass vom 10. Juni 2001 zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 20. Juni 1983 über die Pauschalzulage für die Aufwandskosten der Bezirkskommissare;
- der Königliche Erlass vom 7. August 1995, abgeändert durch die Erlasse vom 22. Juli 1999 und 20. März 2000 über die Bezirkskommissare und beigeordneten Bezirkskommissare;
- der ministerielle Erlass vom 9. Juni 1998 zur Gewährung einer Pauschalzulage an den für das Gebiet deutscher Sprache zuständigen beigeordneten Bezirkskommissar;
- der Königliche Erlass vom 3. Mai 1999 zur Festlegung der Gehaltsstufen betreffend die Sonderdienstgrade und der spezifischen Aufgaben des Ministeriums des Inneren, abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 4. Dezember 2001, was die auf die Bezirkskommissare anwendbaren Bestimmungen betrifft.

Art. 76 - Für die Kommissare, die am 12. Dezember 1987 im Amt waren, bleibt die Gehaltsberechnung in der Gehaltstabelle A3 festgelegt, mit Erhalt des ihnen bei ihrer Ernennung gewährten Dienstalters.

Zwecks der Anwendung von Absatz 1 gilt es, unter "Gehaltstabelle A3" die Gehaltstabelle A3 nach der Anlage XIII des Kodex zu verstehen.

Es gilt, dass die Kommissare, die nach dem 12. Dezember 1987 und vor dem Inkrafttreten vorliegenden Erlasses ihr Amt angetreten haben, am Datum des Inkrafttretens vorliegenden Erlasses die durch Artikel 63, 2° festgelegte Bedingung erfüllen.

Art. 77 - Der vorliegende Erlass tritt am ersten Tag des Monats, der auf seine Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* folgt, in Kraft.

Art. 78 - Der Minister für lokale Behörden und Städte wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 12. Mai 2011

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst
J.-M. NOLLET

Der Minister für lokale Behörden und Städte
P. FURLAN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2011 — 1442

[2011/202728]

12 MEI 2011. — Besluit van de Waalse Regering tot vaststelling van het statuut van de arrondissementscommissarissen

De Waalse Regering,

Gelet op het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie, inzonderheid op artikel L2212-4, zoals gewijzigd bij het decreet van 3 juli 2008;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoge Raad van Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest), gegeven op 25 januari 2011;

Gelet op het advies van de Inspectie van financiën, gegeven op 9 december 2010;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 9 december 2010;

Gelet op de instemming van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 9 december 2010;

Gelet op advies 49.417/4 van de Raad van State, gegeven op 11 april 2011, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad en van de Minister van Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

Titel I. — Toepassingsgebied en begripsomschrijvingen

Artikel. 1. Dit besluit is van toepassing op de arrondissementscommissarissen, hierna "commissaris" genaamd.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° "Minister": het Regeringslid bevoegd voor de Plaatselijke Besturen;

2° "gouverneur": de gouverneur van de provincie waar de commissaris benoemd is;

3° "Code": het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode.

Titel II. - Benoeming

Art. 3. De kandidaten voor de functie van commissaris moeten voldoen aan volgende gezamenlijke voorwaarden:

1° Belg zijn;

2° burgerlijke en politieke rechten genieten;

3° voldoen aan de wetten op de dienstplicht;

4° van een gedrag zijn in overeenstemming met de vereisten van de functie;

5° minstens dertig jaar oud zijn;

6° drager zijn van een diploma dat toegang verschaft tot de betrekkingen van niveau A in de code of laureaat zijn van een vergelijkend overgangsexamen tot het niveau A, ingericht voor het Gewest;

7° vijf jaar ervaring in België voorleggen in administratieve of wetenschappelijke functies van niveau A.

Art. 4. De betrekkingen van commissaris worden door de Regering vacant verklaard. De procedure voor de toekenning van de betrekking kan aanvangen één jaar voor de datum van de vaststaande vacature.

Art. 5. Binnen de maand volgend op de vacantverklaring van de betrekking wordt de oproep tot de kandidaten bij wijze van bericht bekend gemaakt in het *Belgisch Staatsblad* en verspreid op de Intranet en Internet websites van de diensten van de Regering.

De oproep tot de kandidaten bevat de benoemingsvoorwaarden bedoeld in artikel 3 en de procedure die voor de kandidaatstelling gevolgd moet worden.

De benoemingsvoorwaarden moeten verenigd zijn de dag van de uiterste datum voor het indienen van de kandidaturen.

Art. 6. De kandidaturen worden bij ter post aangetekende zending gericht aan de Voorzitter van de selectiecommissie binnen de dertig dagen volgend op de bekendmaking van het bericht in het *Belgisch Staatsblad*.

Op straffe van onontvankelijkheid worden bij de kandidaturen gevoegd:

1° de stukken waaruit blijkt dat de kandidaat de voorwaarden bepaald in artikel 3 vervult;

2° een omstandige nota waarin de kandidaat de redenen uiteenzet waarom hij meent geschikt te zijn om het ambt uit te oefenen en waarin hij eveneens zijn kwaliteiten laat gelden inzake beheer van overheidsdiensten en in de aangelegenheden die onder de bevoegdheden van de geambieerde functie vallen.

Art. 7. Er bestaat een selectiecommissie, samengesteld als volgt:

1° de betrokken provinciegouverneur;

2° de directeur-generaal van het Overkoepelend Directoraat-generaal Personeel en Algemene Zaken van de Waalse Overheidsdienst;

3° de directeur-generaal van het Operationeel Directoraat-generaal Plaatselijke Besturen, Sociale Actie en Gezondheid van de Waalse Overheidsdienst;

4° een commissaris of een adjunct-arrondissementscommissaris van een andere Waalse provincie;

5° een externe deskundige bevoegd voor de andere aangelegenheden, vastgesteld door de Waalse Regering.

De Ministerraad kan op verzoek van de Waalse Regering een federale ambtenaar-generaal aanstellen om deel uit te maken van de selectiecommissie.

Art. 8. De commissie wordt voorgezeten door de gouverneur. Bij afwezigheid of verhindering van laatstgenoemde wordt de selectiecommissie voorgezeten door de dienstdoende provinciegouverneur. De voorzitter wijst de secretaris van de commissie aan onder de leden van het Overkoepelend Directoraat-generaal Personeel en Algemene Zaken.

Bij afwezigheid of verhindering worden de ambtenaren-generaal vervangen door ambtenaren van de onmiddellijk lagere graad die afhangen van hetzelfde Directoraat-generaal.

Art. 9. Binnen de vijftien dagen volgend op het verstrijken van de termijn voor de indiening van de kandidaturen maakt de voorzitter van de commissie een afschrift over van alle kandidaturen aan elk lid en roept de commissie bijeen voor een vergadering die gehouden wordt binnen de dertig dagen volgend op diezelfde termijn.

Art. 10. Na de ontvankelijkheid ervan te hebben onderzocht, vergelijkt de commissie de kandidaturen. De selectiecommissie hoort elke kandidaat binnen de dertig dagen volgend op de eerste vergadering.

De hoorzitting heeft onder andere betrekking op de kennis van de plaatselijke instellingen, de kennis van het ambt van arrondissementscommissaris en dat van gouverneur, evenals op andere onderwerpen die de Waalse Regering vastgelegd heeft bij het openstellen van de vacante betrekking.

Art. 11. De commissie stelt op grond van haar voorkeur een voorstel tot rangschikking op met ten hoogste vijf kandidaten.

Art. 12. Het voorstel tot rangschikking wordt met redenen omkleed.

Binnen de vijftien dagen na het gemotiveerde voorstel geeft de voorzitter er per aangetekend schrijven kennis van aan alle kandidaten. De kandidaten beschikken over een termijn van vijftien dagen te rekenen van de dag van versturen van de zending om hun bemerkingen over te maken of een bezwaarschrift in te dienen bij de voorzitter van de commissie. De kennisgeving maakt gewag van de beroepsmiddelen.

De commissie beslist over het bezwaar binnen de twee maanden na ontvangst ervan, na de bezwaarindieners te hebben gehoord indien laatstgenoemde dat wenst. De bezwaarindieners heeft het recht om zich te laten bijstaan door de persoon van zijn keuze.

De gemotiveerde beslissing van de commissie over de bemerkingen of het bezwaarschrift wordt per aangetekend schrijven medegedeeld aan degene die de bemerkingen maakte of het bezwaarschrift indiende.

Bij wijziging van het voorstel tot rangschikking wordt het nieuwe voorstel met redenen omkleed en per aangetekend schrijven medegedeeld aan alle kandidaten. Er wordt gewag gemaakt van de beroepsmiddelen.

Het voorstel tot rangschikking wordt, zodra het definitief geworden is, overgemaakt aan de Minister binnen de vijftien dagen.

Als er geen enkel bezwaarschrift wordt ingediend, maakt de voorzitter het voorstel aan de Minister over binnen de vijftien dagen na het verstrijken van de termijn voor de indiening van de bezwaarschriften.

Art. 13. § 1. De Minister legt het definitieve voorstel tot rangschikking voor aan de Waalse Regering. Als laatstgenoemde van de rangschikking afwijkt, dient dat voorstel bijzonder gemotiveerd te worden op het ogenblik van de aanwijzing van de kandidaat.

§ 2. De regeringsbeslissing wordt voor eensluidend afschrift aan de Ministerraad overgemaakt zoals bedoeld in artikel 6, § 1, VIII, lid 4, van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980.

§ 3. Binnen de dertig dagen volgend op de ontvangst van het eensluidend advies van de Ministerraad wordt de commissaris door de Regering benoemd.

§ 4. Bij gebrek aan een eensluidend advies van de Ministerraad wordt er een nieuwe oproep tot het indienen van kandidaturen verricht.

Titel III. — Rechten en plichten

Art. 14. De bepalingen van artikel 2 van het Wetboek betreffende de plichten van de personeelsleden zijn van toepassing op de commissarissen.

Art. 15. De bepalingen van artikel 3, §§ 1, 2, 3, 4, 5 en 7 van het Wetboek betreffende de rechten van de personeelsleden zijn van toepassing op de commissarissen.

Titel IV. — Opdrachten en evaluatie

HOOFDSTUK I. — *De opdrachten*

Art. 16. Op uiterlijk 31 maart richt de commissaris de balans van de uitoefening van zijn gewestelijke opdrachten in het afgelopen kalenderjaar aan de gouverneur ten behoeve van de Regering.

Art. 17. Om zijn bevoegdheden en opdrachten uit te oefenen, wordt de commissaris bijgestaan door het personeel dat hem door de gouverneur ter beschikking wordt gesteld. Het kan gaan om gewestelijke, federale dan wel provinciale personeelsleden.

HOOFDSTUK II. — *Evaluatie*

Art. 18. De commissaris krijgt elke twee jaar een evaluatie door de gouverneur in de gradaties gunstig, met voorbehoud of ongunstig. Hij krijgt echter een nieuwe evaluatie één jaar nadat hij een evaluatie in de gradatie met voorbehoud of ongunstig kreeg.

Art. 19. De evaluatie bepaalt de wijze waarop de commissaris zijn ambt uitoefent.

Art. 20. De evaluatie vindt haar beslag na een onderhoud tussen de gouverneur en de commissaris in het bijzijn van de directeur-generaal van het Overkoepelend Directoraat-generaal Personeel en Algemene Zaken of diens gemachtigde van minstens rang A3.

De gouverneur geeft per aangetekend schrijven kennis van zijn voorstel tot evaluatie aan de commissaris, binnen de vijftien dagen na afsluiting ervan.

Art. 21. Binnen de vijftien dagen na de kennisgeving van het voorstel tot evaluatie in een andere gradatie dan gunstig door de gouverneur mag de commissaris een beroep indienen bij de kamer van beroep met inachtneming van de procedure bedoeld in artikel 335 van het Wetboek.

Na kennis te hebben genomen van het advies van de kamer van beroep legt de gouverneur de definitieve evaluatie van de commissaris vast en geeft hem per aangetekend schrijven kennis van zijn beslissing.

Art. 22. Na twee opeenvolgende ongunstige evaluaties, definitief toegewezen, en op voorstel van de gouverneur geeft de Minister per aangetekend schrijven kennis van het voorstel tot ontslag wegens beroepsonbekwaamheid aan de commissaris en licht de Ministerraad daarover in.

Binnen de vijftien dagen na die kennisgeving kan de commissaris een beroep indienen voor de kamer van beroep met inachtneming van de procedure zoals bedoeld in artikel 335 van het Wetboek.

De Regering beslist over het ontslag wegens beroepsonbekwaamheid van de commissaris na kennis te hebben genomen van het advies van de kamer van beroep en van het eensluidend advies van de Ministerraad.

De gouverneur geeft per aangetekend schrijven kennis van het ontslag wegens beroepsonbekwaamheid.

Titel V. — Administratieve posities en verlovenHOOFDSTUK I. — *Administratieve posities*

Art. 23. Afgezien van de bepalingen betreffende zijn recht op weddeverhoging en de mogelijkheid om zijn aanspraak op bevordering te doen gelden, zijn de bepalingen van de artikelen 208 tot en met 215, en 217, van het Wetboek betreffende de administratieve posities van toepassing op de commissarissen.

Art. 24. Afgezien van de bepalingen betreffende zijn recht op weddeverhoging en de mogelijkheid om zijn aanspraak op bevordering te doen gelden, zijn de bepalingen van de artikelen 216, 1^o, en 428 tot en met 431 van het Wetboek betreffende de disponibiteit wegens ziekte of gebrekkigheid die geen definitieve dienstongeschiktheid inhoudt, van toepassing op de commissarissen.

HOOFDSTUK II. — *Verloven**Afdeling I. — Gemeenschappelijke bepaling voor de verschillende soorten verloven*

Art. 25. Voor het nemen van verlof van meer dan vijf werkdagen vraagt de commissaris de toelating van de gouverneur en maakt hem tegelijk een voorstel over wat zijn vervanging betreft. Daartoe kan hij tot aanwijzing door de gouverneur ofwel een andere arrondissementcommissaris ofwel een personeelslid van niveau A voorstellen onder het personeel dat de gouverneur ter beschikking wordt gesteld of, in voorkomend geval, onder het personeel van het Gewest dat niet tot zijn beschikking wordt gesteld maar onder voorbehoud, in dat geval, van de instemming van de directeur-generaal van wie dat personeelslid afhangt.

Afdeling II. — Jaarlijks vakantieverlof en feestdagen

Art. 26. De bepalingen van de artikelen 371 en 372 van het Wetboek betreffende het jaarlijks vakantieverlof zijn van toepassing op de commissarissen.

Voor de toepassing van artikel 372, lid 3, dienen onder de woorden " het overkoepelend Directoraat-generaal Personeel en Algemene Zaken " de woorden " de gouverneur " verstaan.

Art. 27. § 1. Elke periode van dienstactiviteit geeft recht op het jaarlijks vakantieverlof.

Het jaarlijks vakantieverlof wordt evenwel verhoudingsgewijs verminderd indien de commissaris in dienst treedt in de loop van het jaar, uit zijn ambt treedt, in de loop van het jaar één van de verloven heeft gekregen of afwezig is geweest om één van de volgende redenen :

1^o verlof wegens loopbaanonderbreking voor palliatieve zorgen of wegens een ernstige ziekte;

2^o afwezigheden tijdens welke hij op non-actief als administratieve positie wordt geplaatst;

§ 2. De bepalingen van de artikelen 373, § 1, leden 3 en 4, en §§ 2 tot en met 4 van het Wetboek betreffende het jaarlijks vakantieverlof zijn van toepassing op de commissarissen.

Art. 28. De bepalingen van artikel 375, leden 1 tot en met 3 en 5, zijn van toepassing op de commissarissen.

Afdeling III. — Omstandigheidsverloven

Art. 29. De bepalingen van artikelen 376, lid 1, lid 2, 1 tot en met 8^o, en 10^o tot en met 12^o, en lid 4, van het Wetboek betreffende de omstandigheidsverloven zijn van toepassing op de commissarissen.

Afdeling IV. — Buitengewone verloven

Art. 30. De bepalingen van artikel 379 van het Wetboek betreffende de buitengewone verloven zijn van toepassing op de commissarissen.

Voor de toepassing van paragraaf 1, lid 1, 4^o, van artikel 379, bovenvermeld, dient onder " hiërarchische meerdere van minstens rang A4 " het woord " gouverneur " verstaan te worden.

Afdeling V. — Verloven met een filantropisch doel

Art. 31. De bepalingen van de artikelen 381 tot en met 383 van het Wetboek betreffende de verloven met een filantropisch doel zijn van toepassing op de commissarissen.

Afdeling VI. — Borstvoedingspauzes - Bescherming van het moederschap

Art. 32. De bepalingen van de artikelen 384 tot en met 395 van het Wetboek betreffende de bescherming van het moederschap zijn van toepassing op de commissarissen.

Afdeling VII. — Vaderschapsverlof

Art. 33. De bepalingen van de artikelen 396 en 397 van het Wetboek betreffende het vaderschapsverlof zijn van toepassing op de commissarissen.

Voor de toepassing van artikel 396 van het Wetboek dient onder " overheid waaronder hij valt " het woord " gouverneur " te worden verstaan.

Afdeling VIII. — Verlof voor de opvang met het oog op adoptie

Art. 34. De bepalingen van de artikelen 398 en 399 van het Wetboek betreffende het verlof voor de opvang met het oog op adoptie zijn van toepassing op de commissarissen.

Afdeling IX. — Ouderschapsverlof

Art. 35. De bepalingen van artikel 400, § 1, leden 1 en 3 tot en met 6, en 400bis van het Wetboek betreffende het ouderschapsverlof zijn van toepassing op de commissarissen.

Afdeling X. — Verloven om dwingende familiale redenen

Art. 36. De bepalingen van de artikelen 401, 402 en 404 van het Wetboek betreffende verloven om dwingende familiale redenen zijn van toepassing op de commissarissen.

Afdeling XI. — Ziekteverlof

Art. 37. De bepalingen van de artikelen 405, leden 1 en 3, en 406 van het wetboek betreffende het ziekteverlof zijn van toepassing op de commissarissen.

Voor de toepassing van artikel 406, § 1, wordt 1° als volgt verstaan :

1° een verlof heeft gekregen voor beroepsloopbaanonderbreking voor palliatieve zorgen of ernstige ziekte.

Art. 38. Het ziekteverlof stelt geen einde aan de regelingen voor beroepsloopbaanonderbreking voor palliatieve zorgen of ernstige ziekte.

Art. 39. De bepalingen van de artikelen 408, 409, 410, § 1, lid 1, 1°, en lid 2, en § 2, en 410bis tot en met 413 van het Wetboek betreffende het ziekteverlof zijn van toepassing op de commissarissen.

Art. 40. De bepalingen van de artikelen 414 tot en met 418 van het Wetboek betreffende de verminderde prestaties wegens ziekte zijn van toepassing op de commissarissen.

Art. 41. De bepalingen van artikel 419 van het Wetboek betreffende de dienstvrijstelling wegens preventief geneeskundig onderzoek zijn van toepassing op de commissarissen.

Afdeling XII. — Verlof wegens onderbreking van de beroepsloopbaan voor palliatieve zorgen of ernstige ziekte

Art. 42. De bepalingen van de artikelen 448 en 449 van het Wetboek betreffende het verlof wegens loopbaanonderbreking voor de bijstand aan of de verzorging van een gezins- of familielid dat aan een ernstige ziekte lijdt, zijn van toepassing op de commissarissen.

De commissaris mag zijn loopbaan evenwel enkel volledig onderbreken.

Voor de toepassing van de bepalingen bedoeld in het eerste lid dient onder de woorden " overheid waaronder hij valt " het woord " de gouverneur " te worden verstaan.

Art. 43. § 1. De bepalingen van artikel 450 van het Wetboek betreffende het verlof wegens loopbaanonderbreking zijn van toepassing op de commissarissen, behoudens de mogelijkheid om zijn aanspraak op bevordering te gelde te maken.

§ 2. De bepalingen van artikel 451 van het Wetboek betreffende het verlof wegens loopbaanonderbreking voor het verstrekken van palliatieve zorgen zijn van toepassing op de commissarissen.

Afdeling XIII. — Verlof om een ambt uit te oefenen in een ministerieel kabinet, om een activiteit uit te oefenen bij een erkende politieke groep van een wetgevende vergadering van de Federale Staat, een Gemeenschap of een Gewest, of bij de voorzitter van één van die groepen of wegens terbeschikkingstelling van de Koning of een Prins of een Prinses van België

Art. 44. De commissaris mag, mits advies van de gouverneur, door de Minister gemachtigd worden om een tijdelijke opdracht te aanvaarden voor zover de taken die hij uitvoert in het kader van die opdracht hem in staat stellen zijn ambt van commissaris uit te oefenen.

Titel VI. — Tuchtregeling

Art. 45. De commissaris die zijn plichten verzuimt of een strafrechtelijke veroordeling opliep kan gestraft worden met volgende sancties :

1° berisping;

2° inhouding van wedde;

3° lagere inschaling zoals omschreven in artikel 169, lid 1, van de Waalse Ambtenarencode;

4° ontslag van ambtswege;

5° afzetting.

Art. 46. De inhouding van wedde kan enkel worden uitgesproken voor een langere periode dan drie maanden. De inhouding van wedde mag niet hoger zijn dan één vijfde van de nettobezoldiging zoals bedoeld in artikel 23, tweede lid, van de wet van 12 april 1965 betreffende de bescherming van het loon der werknemers.

Art. 47. De bepalingen van de artikelen 170, 171 en 172, § 3, van het Wetboek betreffende de tuchtregeling zijn van toepassing op de commissarissen.

Art. 48. De Minister kan de gouverneur gelasten een tuchtvordering in te stellen voor de feiten die hij aangeeft en een voorstel tot tuchtstraf overmaken.

Art. 49. De gouverneur kan een tuchtvordering instellen en een voorstel tot tuchtstraf uitspreken ten opzichte van de commissaris die onder zijn gezag staat.

Art. 50. § 1. De gouverneur roept de commissaris op, die gehoord wordt in zijn verweer in het bijzijn van een personeelslid van minstens rang A2 van het Overkoepelend Directoraat-generaal Personeel en Algemene Zaken.

Als de gouverneur het ontslag van ambtswege of de afzetting voorstelt, roept de Minister de commissaris op.

§ 2. Elke oproeping gebeurt bij aangetekend schrijven en omvat minstens volgende gegevens :

1° de ten laste gelegde feiten;

2° de door de gouverneur voorgestelde tuchtstraf;

3° de plaats, de datum en het uur van de hoorzitting;

4° de vermelding van het recht van betrokkene om zich te laten bijstaan door een raadsman of zich te laten vertegenwoordigen door hem in geval van wettige verhindering;

5° de plaats waar en de termijn waarin inzage in het tuchtdossier kan worden genomen en het recht om kosteloos fotokopies te maken.

Art. 51. Proces-verbaal wordt opgemaakt van het horen van de commissaris. Het proces-verbaal wordt behoorlijk ondertekend door de commissaris en door de persoon die als secretaris optrad bij het verhoor.

Elke persoon die een verhoor bijwoont is tot geheimhouding gedwongen.

Art. 52. De berisping of de inhouding van de wedde worden door de gouverneur opgelegd.

Het voorstel tot lagere inschaling, het ontslag van ambtswege of de afzetting wordt opgesteld door de gouverneur en per aangetekend schrijven aan de commissaris medegedeeld.

Daarin worden de verschillende beroepsmogelijkheden vermeld.

Art. 53. De commissaris gehoord, worden de Ministerraad en de commissaris binnen de vijftien dagen door de Minister over diens voornemen ingelicht indien laatstgenoemde het ontslag van ambtswege of de afzetting als tuchtstraf wenst op te leggen. De Regering spreekt zich binnen de dertig dagen uit te rekenen van de ontvangst van het eensluidend advies van de Ministerraad.

Art. 54. De commissaris beschikt over een beroep bij de kamer van beroep van de ambtenaren-generaal bedoeld in artikel 335 van het Wetboek.

Art. 55. De lagere inschaling wordt door de Regering opgelegd.

Het ontslag van ambtswege of de afzetting worden door de Regering opgelegd na eensluidend advies van de Ministerraad.

Art. 56. De bepalingen van de artikelen 170 tot en met 182 van het Wetboek betreffende de tuchtregeling zijn van toepassing op de commissarissen.

Art. 57. De doorhaling van de tuchtstraffen wordt van ambtswege uitgevoerd na een termijn die ingaat op de datum waarop de straf is opgelegd.

De doorhaling heeft als enig gevolg elke vermelding van of verwijzing naar de tuchtstraf uit het dossier te nemen.

Art. 58. De tuchtrechtelijke overheid mag geen nieuwe tuchtprocedure opstarten voor feiten waarvoor de commissaris reeds veroordeeld werd, behalve indien nieuwe elementen de heropening van het dossier verantwoorden.

Art. 59. Bij gerechtelijke vervolging kan de tuchtprocedure verder worden gezet met een gemotiveerde beslissing van de Minister.

De tuchtstraf wordt door de Regering bevestigd, ingetrokken dan wel aangepast binnen de zes maanden te rekenen van de dag waarin een gerechtelijke beslissing in kracht van gewijsde is getreden.

Titel VII. — Verlies van de hoedanigheid van commissaris en ambtsneerlegging

Art. 60. De bepalingen van de artikelen 228 en 229 van het Wetboek betreffende het verlies van hoedanigheid van personeelslid zijn van toepassing op de commissarissen.

Voor de toepassing van artikel 229, 1°, van het Wetboek worden onder de woorden " het Overkoepelend Directoraat-generaal Personeel en Algemene zaken " de woorden " de gouverneur " verstaan.

Titel VIII. — Geldelijk statuut.

HOOFDSTUK I. — Wedde

Art. 61. Voor de toepassing van de bepalingen van dit hoofdstuk wordt verstaan onder :

1° " schaal A4 " : de weddeschaal A4, opgenomen in bijlage XIII bij het Wetboek;

2° " schaal A4S " : de weddeschaal A4S, opgenomen in bijlage XIII bij het Wetboek;

3° " schaal A3 " : de weddeschaal A3, opgenomen in bijlage XIII bij het Wetboek.

Art. 62. De jaarlijkse wedde van de commissaris wordt vastgesteld in schaal A4.

Art. 63. De commissaris die voldoet aan hiernavolgende voorwaarden wordt bij verhoging in weddeschaal bevorderd :

1° een anciënniteit in de ambtsuitoefening hebben van acht jaar voor de bevordering in de schaal A4S en zestien jaar voor de bevordering in de schaal A3;

2° aantonen dat de evaluatie positief is;

3° niet getroffen zijn door een definitieve en niet-geschrapte tuchtsanctie.

Art. 64. De bepalingen van de artikelen 244, § 1, 245 et 246, § 1, van het Wetboek zijn van toepassing op de commissarissen.

Art. 65. De maandwedde ondergaat de schommelingen van het indexcijfer der consumptieprijzen overeenkomstig de regels voorgeschreven bij de wet van 1 maart 1977 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk worden gekoppeld. De wedde wordt gekoppeld aan het spilindexcijfer 138,01 van 1 januari 1990.

HOOFDSTUK II. — Geldelijke anciënniteit

Art. 66. De bepalingen van de artikelen 238 tot en met 242 van het Wetboek betreffende de geldelijke anciënniteit zijn van toepassing op de commissarissen.

Art. 67. De diensten die in aanmerking komen voor de berekening van de geldelijke anciënniteit worden door de gouverneur vastgesteld op aanvraag van de commissaris die alle nuttige bewijsgegevens bij zijn aanvraag voegt.

De in aanmerking genomen diensten worden in aanmerking genomen vanaf de eerste dag van de maand volgend op de aanvraag.

HOOFDSTUK III. — Toelagen

Afdeling I. — Vakantiegeld

Art. 68. De bepalingen van de artikelen 261 tot en met 263, 265, 266 en 267, en 269 tot en met 272 van het Wetboek betreffende de tuchtregeling zijn van toepassing op de commissarissen.

Afdeling II. — Eindejaarspremie

Art. 69. De bepalingen van de artikelen 273, 274, 1°, 4° en 5°, 275, 277 en 279 tot en met 281 van het Wetboek betreffende de tuchtregeling zijn van toepassing op de commissarissen.

HOOFDSTUK IV. — Vergoedingen

Afdeling I. — Representatievergoeding

Art. 70. De commissaris krijgt een forfaitaire vergoeding voor representatiekosten ten bedrage van 1.200 euro jaarlijks.

Die vergoeding wordt maandelijks in twaalfden aan het einde van de maand betaald, gelijk met de wedde. Deze vergoeding wordt gekoppeld aan het spilindexcijfer 138 van 1 januari 1990.

Afdeling II. — Vergoedingen voor reis-, verblijf- en verplaatsingskosten op de weg naar het werk.

Art. 71. § 1. De bepalingen van de artikelen 519 tot en met 538 van het Wetboek betreffende de reiskosten zijn van toepassing op de commissarissen.

§ 2. De bepalingen van de artikelen 539 tot en met 545 van het Wetboek betreffende de verblijfkosten zijn van toepassing op de commissarissen.

§ 3. De bepalingen van de artikelen 546 tot en met 559 van het Wetboek betreffende de verplaatsingskosten op weg naar het werk zijn van toepassing op de commissarissen.

§ 4. De Minister van Ambtenarenzaken regelt de gevallen waarvoor een gepaste oplossing vereist wordt.

Afdeling III. — Interimtoelage

Art. 72. § 1. Er wordt een interimtoelage toegekend voor elk personeelslid van niveau A in de zin van artikel 5, lid 2, 1^o, van het Wetboek dat gedurende minstens één maand het ambt van commissaris uitoefent.

§ 2. De toelage wordt maandelijks aan het einde van de maand betaald. Wanneer deze vergoeding voor een gehele maand betaald wordt, is het bedrag ervan gelijk aan 1/50e van de minimum bruto-jaarwedde van het uitgeoefende ambt zonder dat het meer mag bedragen dan het verschil tussen de bruto-maandwedde die de interimaris zou krijgen als hij in dat ambt benoemd zou worden en de bruto-maandwedde die hij in zijn eigen ambt zou krijgen.

Indien de vergoeding niet voor een gehele maand verschuldigd is, wordt zij uitbetaald tegen 1/30e van het maandbedrag per gepresterde dag.

§ 3. De vergoeding wordt in dezelfde mate verhoogd of verminderd als de wedde van de titularis van het uitgeoefende ambt met verwijzing naar de gezondheidsindex.

Afdeling IV. — Vertrektoelage.

Art. 73. De bepalingen van artikel 286 van het Wetboek betreffende de vertrektoelage zijn van toepassing op de commissarissen.

Afdeling V. — Vergoeding voor begrafeniskosten

Art. 74. De bepalingen voor de toekenning van een vergoeding voor begrafeniskosten bij overlijden van een personeelslid, van toepassing op de personeelsleden van de diensten van de Regering, zijn van toepassing op de commissarissen.

Titel IX. — Opheffings-, overgangs- en slotbepalingen

Art. 75. Opgeheven worden :

- het koninklijk besluit van 16 februari 1937 betreffende de inruststelling van de provinciegouverneurs en de arrondissementscommissarissen, voor wat betreft de betalingen met betrekking tot de arrondissementscommissarissen;
- het koninklijk besluit van 15 juni 1960 tot vaststelling van de waarnemingstoelage voor de uitoefening van het ambt van provinciegouverneur, provinciegriffier of arrondissementscommissaris;
- tot wijziging van het koninklijk besluit van 20 juni 1983 en het koninklijk besluit van 10 juni 2001 tot wijziging van het koninklijk besluit van 20 juni 1983 betreffende de forfaitaire vergoeding voor representatiekosten van de arrondissementscommissarissen;
- het koninklijk besluit van 7 augustus 1996 gewijzigd bij de besluiten van 22 juli 1999 en 20 maart 2000 betreffende de arrondissementscommissarissen en de adjunct-arrondissementscommissarissen;
- het ministerieel besluit van 9 juni 1998 tot toekenning van een forfaitaire toelage aan de adjunct-arrondissementscommissaris die bevoegd is voor het Duitse taalgebied;
- het koninklijk besluit van 3 mei 1999 tot vaststelling van de weddeschalen van de bijzondere graden en de specifieke functies van het Ministerie van Binnenlandse Zaken, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 4 december 2001 voor wat betreft de bepalingen met betrekking tot de arrondissementscommissaris.

Art. 76. Voor de commissarissen die dat ambt uitoefenden op 12 december 1987 blijft de weddeberekening vastgesteld in weddeschaal A3 met behoud van de anciënniteit die hen toegekend is bij hun benoeming.

Voor de toepassing van lid 1 dient onder " weddeschaal A3 " : de weddeschaal A3, opgenomen in bijlage XIII bij het Wetboek verstaan te worden.

De commissarissen die in ambt traden na 12 december 1987 en voor de inwerkingtreding van dit besluit worden geacht de voorwaarde te vervullen vastgesteld bij artikel 63, 2^o, op de datum van inwerkingtreding van dit besluit.

Art. 77. Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de maand na die waarin het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

Art. 78. De Minister van Plaatselijke Besturen en de Stad is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 12 mei 2011.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,

J.-M. NOLLET

De Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad,

P. FURLAN